Nouvelles locales du mercredi 05 novembre 2014

@rib News, 05/11/2014 ĩ SociĀtĀ - Le Conseil National de la Communication (CNC) dĀclare que la Radio Publique Africaine (RPA) veut diviser les membres de ce conseil. En effet, le directeur de la RPA a affirmĀ que ce conseil nĀ pas voulu ou ne sĀest pas mis dĀaccord pour transmettre en justice le dossier en rapport la plainte dĀposĀe par le gouv de la province de Bubanza et le parti CNDD-FDD contre le correspondant de cette radio dans cette mĀme province. Selon le prĀsident de ce conseil, ces propos de Bob Rugurika sont de nature Ā semer la division au sein des membres de ce conseil du moment que les motifs de la non transmission de ce dossier Ā la justice ne rĀside pas dans le manque de consensus. Richard Giramahoro prĀcise plutĀt quĀils ont dressĀ un procĀs-verbal de confrontation entre le demandeur et le dĀfendeur et que leur tĀche sĀarrĀte aux conseils et aux punitions Āventuelles en cas de manquement grave. [isanganiro/rpa/rtr/rtnb/bonesha]

Ī Politique - Le parti PACIDE-Imboneza affirme quĀil a ĀtĀ ĀtonnĀ de voir quĀil nĀa reĀsu aucun membre de la composition de la CENI et de ses dĀmembres surtout les Commissions Electorales Communales IndĀpendantes (CECI). Selon le prĀsident de ce parti, cĀest une honte au moment oĀ ils avaient donnĀ des candidatures presque partout dans les communes. Aloys Baricako demande Ā la CENI de revoir la liste des membres des CECI pour essayer de faire un Āquilibre dans la reprĀsentation de ceux qui devront participer aux Ālections afin de prĀserver la confiance que ces derniers ont de cet organe chargĀ de la prĀparation des Ālections. Selon lui, si tel nĀest pas le cas, il est fort probable que les Ālections soient une occasion pour tromper ceux qui ne sont pas reprĀsentĀs ou qui ne le sont que faiblement. [rpa/bonesha] - Selon un politologue et professeur dĀUniversitĀ, le processus de prĀparation des Ālections devrait voir la participation de tout le monde qui le dĀsire. Toyi Oscar trouve que la CENI devrait corriger les erreurs dĀjĀ soulevĀes par les politiciens ou organisations de la sociĀtĀ civile pour Āviter un dĀrapage dans son travail. Il trouve aussi que si un climat malsain persiste entre la CENI et ses partenaires politiques, cela a de graves consĀquences dans la crĀdibilitĀ des rĀsultats. Il donne lĀexemple de 2010 oĀ les partis politiques se sont retirĀs de la course Ālectorale et constate que cela tĀmoigne dĀun Āsa ne va pas. Il demande donc Ā la CENI dĀĀtre souple et ouverte aux critiques et corriger le cas ĀchĀant les imperfections soulevĀes. [isanganiro/rpa/bonesha] - Alors que des critiques continuent de pleuvoir contre la composition des Commissions Electorales Communales IndĀpendantes (CECI), les membres de ces derniers ont prĀtĀ serment ce mercredi devant les Commissions Electorales Provinciales IndĀpendantes (CEPI) dans tout le pays, chaque activitĀ se passant au chef-lieu de chaque province. Tenant le drapeau national et celui de lĀunitĀ nationale par la main gauche et la main droite levĀe, ils juraient de veiller au bon dĀroulement des Ālections dĀ une maniĀre indĀpendante, neutre, de procĀder au comptage de voix sans spĀculation et de sĀabstenir de tout comportement qui porterait atteinte au bon dĀroulement des Ālections. Dans la ville de Bujumbura, sur une trentaine de partis politiques qui avaient proposĀ des candidatures, seuls dix ont pu avoir au moins un membre. La CENI de son cĀtĀ promet de procĀder, conformĀment Ā la loi, au remplacement des membres dĀmissionnaires comme par exemple le reprĀsentant de lĀOLUCOME dans la commune Rohero, le reprĀsentant du CNDD-FDD dans la commune de Kanyosha et le reprĀsentant de lĀassociation CODER-Ubuntu dans la commune de Buyenzi. [isanganiro/rpa/rtr/bonesha/rtnb]

Ī Justice - Le barreau prĀs la cour dĀappel de Bujumbura a reĀsu un prix de la part de lĀassociation des barreaux de France et ce prix est baptisĀ "Avocat acteur de la dĀmocratie". Selon le bĀtonnier ad intĀrim de cette association, il sĀagit dĀune reconnaissance de la communautĀ juridique du monde entier des actes concrets que ce barreau de Bujumbura mĀne en faveur de la dĀmocratie. MaĀtre Gabriel Sinarinzi regrette tout de mĀme le climat malsain qui rĀgne entre le gouvernement du Burundi et le barreau alors que cette association nĀa pas pour but de faire un bras de fer avec le gouvernement. Signalons que cette Āvaluation de la situation juridique avait rĀuni lĀassociation des barreaux de France et de 36 autres pays du monde dont le Burundi. [bonesha/rpa]

Ī SĀcuritĀ - Deux corps sans vie dĀune femme et de son enfant ont ĀtĀ dĀcouverts ce mercredi matin sur les rives du lac Tanganyika au niveau de la localitĀ de Rutumo de la zone Minago en commune Rumonge de la province Bururi. Selon des sources sur place, le corps de lĀenfant prĀsentait des blessures ce qui nĀĀtait pas le cas pour celui de sa mĀre. Les mĀmes sources ajoutent que cette femme Ātait mentalement malade et Ātait installĀe Ā Rutumo depuis trois ans. Le chef de la colline Rutumo a de son cĀtĀ aidĀ pour que le corps de lĀenfant qui flottait sur les eaux du lac soit ramenĀ Ā la terre ferme. LĀadministration de la police confirme ces informations et ajoutent quĀelles ne peuvent pas constituer ou retracer avec certitude les circonstances de cette double mort. Ajoutons que le premier enfant de cette femme avait dĀjĀ ĀtĀ rĀcupĀrĀ par des membres de sa famille il y a quelques temps. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]

- La population de la commune urbaine de Bwiza dans le quartier de Jabe III dĀnonce la mesure prise par le ministre de la SĀcuritĀ publique dĀinterdire Ā la population de contrĀler le mouvement des bandits dans ce quartier au moyen des barriĀres. DĀaprĀs leurs propos lors dĀune rĀunion tenue avec lĀadministrateur communal de Bwiza, les habitants de ce quartier ont tous estimĀ que cette mesure vient pour renforcer les bandits qui Ātaient sur le point dĀĀtre maĀtrisĀs grĀce Ā ces barriĀres placĀes Ā de chaque rue. Ils demandent des explications sur le bienfondĀ de cette mesure. En effet, ils trouvent quĀil sĀagit dĀune contradiction dans la politique sĀcuritaire du gouvernement qui demande Ā la population de prendre des mesures pour prĀserver la paix et la sĀcuritĀ. De son cĀtĀ, lĀadministrateur de Bwiza a fait elle aussi savoir quĀelle ne comprend pas le bienfondĀ de cette mesure. EspĀrance Ngerageze affirme quĀil sĀagit dĀune dĀcision venue dĀen haut et respectĀe en attendant quĀune autre soit prise. [bonesha/rpa/rtr]